

**Après l'immense mobilisation du 29 janvier, la réponse du gouvernement est décevante.**

# **La crise, c'est pas la faute des salarié(e)s**

**Pour l'UNSA, les résultats du sommet social qui s'est tenu à l'Elysée le 18 février - alors même que le conflit en Guadeloupe connaissait sa première victime - sont extrêmement décevants.**

**Cette crise globale découle du creusement des inégalités et de l'appauvrissement de nombreux salarié(e)s qui ont eu recours à l'endettement pour maintenir leur consommation.**

*La création de produits financiers toxiques par les banques a accéléré la crise.*

**Pour l'UNSA, il faut traiter la question des inégalités .**

**Pour l'UNSA, il faut mettre en œuvre une coordination des politiques européennes.** *Dans cet esprit, l'UNSA s'engagera dans les actions et les mobilisations prévues par la Confédération Européenne des Syndicats lors du deuxième trimestre 2009.*

**Après la forte journée de mobilisation du 29 janvier, nous allons réussir la mobilisation du 19 mars :**

**- Parce que les réponses du gouvernement relèvent d'une grande improvisation et d'un certain bricolage.** *(C'est le cas notamment de toutes les propositions qui concernent le partage de la valeur ajoutée, l'égalité salariale hommes/femmes ou la représentativité dans les PME, l'information des salariés sur les aides publiques.)*

**- Parce que ce catalogue de mesures disparates**

*(les baisses d'impôts, l'allocation de rentrée scolaire...)*

**est notoirement insuffisant pour relancer la consommation.**

**L'UNSA exige que soient remises en cause les exonérations et la défiscalisation des heures supplémentaires qui coûtent 4 milliards d'euros par an à l'Etat ainsi que les 30.000 suppressions d'emplois publics prévus en 2009.**

UNION NATIONALE DES SYNDICATS AUTONOMES



*libres ensemble*

# **APPEL INTERSYNDICAL NATIONAL**

## **Appel du 19 mars 2009**

### **des organisations syndicales**

#### **CFDT, CFTC, CFE-CGC,**

#### **CGT, FO, FSU, Solidaires,**

#### **UNSA**

La forte mobilisation du 29 janvier a conduit le président de la République à annoncer à l'occasion de la rencontre avec les partenaires sociaux, le 18 février, une légère inflexion sociale à son plan de relance.

En réponse à une partie des revendications avancées par les organisations syndicales, des mesures sont annoncées, des processus de concertation sont proposés sur le partage de la valeur ajoutée et des profits, un fonds d'investissement social est programmé.

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA considèrent que les mesures sont trop parcellaires pour modifier le cap économique de la politique gouvernementale.

Par ailleurs le Président a refusé catégoriquement d'augmenter le Smic, de modifier sa politique d'emploi dans les fonctions publiques et de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires...

A cela s'ajoutent l'attitude dogmatique du patronat et son refus d'assumer ses responsabilités. La crise nécessite des réponses d'une toute autre portée. Les effets de la crise économique et financière s'accroissent et accroissent les inquiétudes des salariés. La recrudescence des suppressions d'emploi, d'utilisation du chômage partiel, contribuent à amplifier la récession et pèsent lourd sur le pouvoir d'achat qui se dégrade.

Tout ceci conduit les organisations syndicales à poursuivre la mobilisation. Elles appellent à poursuivre les actions engagées dans les secteurs professionnels. Elles confirment la journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars 2009 qui donnera lieu à des grèves et des manifestations dans tout le pays.

En prolongement de leur déclaration commune du 5 janvier 2009, elles appellent leurs syndicats et les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, à faire entendre au gouvernement comme aux responsables patronaux et employeurs leurs revendications :

- défendre l'emploi privé et public,
  - lutter contre la précarité et les déréglementations économiques et sociales,
  - exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,
  - défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité
- Elles expriment leur solidarité et leur soutien aux salariés des DOM et à leurs organisations syndicales et appellent gouvernement et patronat à répondre positivement aux revendications posées.

Elles conviennent de se réunir à nouveau le 20 mars 2009 à 8h00.

Paris, le 23 février 2009

## **AVEC L'UNSA,**

## **MANIFESTEZ PARTOUT EN FRANCE**

## **LE 19 MARS 2009**

UNION NATIONALE DES  
SYNDICATS AUTONOMES

